

Ecolo se remet au centre du jeu

Les Verts reprennent le leadership sur la gouvernance

En langage militaire, on appelle ça un dommage collatéral. Il s'agit, en résumé, de dégâts involontaires provoqués dans son propre camp par des tirs mal calibrés. Et ce dégât, il concerne l'éthique.

C'est en son nom que Benoît Lutgen avait décrété le PS infréquentable, lundi. Mais les Verts l'ont pris au mot. Et, le sachant dépendant de leur soutien — plus encore à la Communauté française qu'en Wallonie — ils sont en passe de lui faire payer chèrement la facture, en lui reprenant son leadership sur cette question cruciale des négociations.

Ou plutôt des pré-négociations. Car les coprésidents Zakia Khattabi et Patrick Dupriez y ont bien insisté ce jeudi au sortir de leur rencontre avec Benoît Lutgen : « *Il ne s'agissait pas de négociation* ». Juste de lui présenter leur cahier — chargé — de revendications sur la nouvelle gouvernance. Le décumal, la transparence et la limitation des rémunérations des élus y occupent une place de choix.

MÊME AVEC DI RUPO

Ils ne se laisseront d'ailleurs pas enfermer dans l'agenda du Bastognard. Dans les jours qui s'ouvrent, ils rencontreront Oli-

vier Chastel, Olivier Maingain et même... Elio Di Rupo pour avoir la même conversation avec eux. Non pas que la rencontre avec Benoît Lutgen — qui a duré 2h30 — n'ait pas été cordiale. Juste parce qu'ils sont (encore) loin d'avoir été convaincus par les bons sentiments éthiques dont il fait preuve depuis lundi.

« *Que ce soit devenu sa priorité, c'est bien* », ramasse un Vert qui compte. « *Dommage que ça ne l'ait pas déjà été quand l'éthique du propre chef de cabinet de Maxime Prévot était sacrifiée sur l'autel de son appétit d'argent. Ou quand le cdH obtenait systématiquement 30 % des nominations dans la fonction publique wallonne, bien au-delà de son poids électoral réel...* »

Bref, le retour de la confiance n'est pas gagné, entre partenaires potentiels. Et pour l'heure, les Verts jouent gagnants. Leurs exigences éthiques sont un préalable à toute autre discussion. Soit on les accepte et ils empochent la mise. Soit on les rejette et le résultat sera le même, démontrant l'absence de réelle volonté de changement sur la cause de tous les maux du moment.

Au MR aussi, on est encore loin de faire confiance au cdH les yeux fermés. Tous les parlemen-

taires ont été réunis au parti, hier soir. Bilan ? L'idée du décumul voulu par Ecolo ne fait pas l'unanimité. Sinon, l'impression de détenir une occasion unique de débarrasser la Wallonie et Bruxelles du poids socialiste — ce que le MR tente de faire depuis l'échec de l'Orange bleue en 2007 — domine. Mais la crainte existe, aussi, de se retrouver en difficulté sur deux plans.

LA MARQUE BLEUE

Un : la parole du cdH qui ne s'est pas toujours avérée fiable, par le passé, doux euphémisme. Et deux : le laps de temps très court d'ici aux élections pour marquer les entités de dossiers identifiés « bleus », surtout à l'heure où l'argent manque. La tentation d'y aller reste néanmoins présente, mais avec prudence, le valet noir étant actuellement dans le jeu du cdH.

D'autant qu'à Bruxelles au moins, le PS tente son va-tout, lançant même de fausses rumeurs de négociations en cours sur un axe PS-Défi-Ecolo. Zakia Khattabi l'a nettement démenti. L'idée n'est pas totalement exclue pour autant. Mais elle se heurte à un écueil de poids : l'obligation d'obtenir alors un aval des partis flamands à ce retour en piste de celui par lequel tout est arrivé...

De son côté, Benoît Lutgen poursuivra ses rencontres, ce samedi. Il aura une entrevue avec Olivier Maingain (Défi), qui semble avoir enfin décroché son téléphone. Preuve qu'il ne faut jamais désespérer. ●

CHRISTIAN CARPENTIER



« Aucune discussion n'est ouverte avec le PS et Défi à Bruxelles »

Violent clash entre Milquet et Maingain

Pas de doute : ces deux-là ne passeront pas leurs vacances d'été ensemble. Ni leurs fêtes de fin d'année, d'ailleurs. Depuis qu'Olivier Maingain a exigé de Benoît Lutgen qu'il écarte Joëlle Milquet de toute fonction politique, le ton ne cesse de monter entre le président de Défi et l'ancienne présidente du cdH. Ils n'ont jamais été les meilleurs amis du monde. Mais là, ça vire à la foire d'empoigne...

LE DEJEUNER DU 9 JUILLET

Mercredi soir déjà, la Bruxelloise postait sur son site internet personnel « *une mise au point ferme* » de... son avocat, Adrien Masset, après la demande de son scalp par M. Maingain. Il y assénait qu'elle a démissionné « *d'initiative* » de son poste de ministre, voici un an, suite à son inculpation. Et que cet acte judiciaire n'est « *ni une condamnation ni une présomption de culpabilité* », mais « *à pour seul*

objectif de donner des droits à un justiciable ».

Rebelote ce jeudi. Joëlle Milquet a cette fois dénoncé « *les calculs préélectoraux* » d'Olivier Maingain via son compte Twitter. « *Étonnant d'être soudainement ciblée alors que j'ai négocié la majorité avec Défi et vois depuis Maingain en réunions de majorité sans soucis* », y écrivait-elle notamment. En précisant même : « *Et que je devais encore aller déjeuner avec lui le 9 juillet* »...

Le président de Défi y a illico répondu : « *Il est exact que M^{me} Milquet avait demandé à me voir. Par courtoisie, j'avais accepté. Je n'en connaissais pas les motifs. Mais je comprends que si c'était*

pour plaider sa cause, ce ne soit plus nécessaire ».

Bilan : Joëlle Milquet n'aura pas forcément facilité la tâche de Benoît Lutgen, vis-à-vis d'Olivier Maingain. Et elle a perdu un déjeuner. ●

CH. C.

La riposte de Di Rupo

« PSC et cdH sont là depuis 1830, ils doivent se retirer ! »

Après trois jours et demi de mutisme, Elio Di Rupo a lancé la riposte, hier soir au JT de RTL-TVi. S'il assure « rester serein », il dénonce « un acte de trahison du cdH dont les citoyens seront les premiers touchés ». À ses yeux, « nous sommes dans la politique politique ! Je n'ai jamais vu une attitude aussi grave que celle du président du cdH ! On avait prévu de supprimer la téléredevance, d'engager 1.100 instituteurs, des directeurs d'école... Ce parti joue au poker ou au Monopoly ! Quelle image donne-t-on à la Flandre alors que la Wallonie

est en plein redressement !... » Il assure que le PS est « un parti responsable ». Alors que « le PSC et le cdH sont là depuis 1830, j'ai calculé, 149 ans ! Il serait grand temps qu'il se retire ! » Il pointe aussi « les divisions et les faiblesses au sein du cdH » comme cause à la décision prise par Benoît Lutgen.

« MONS N'EN A PAS DISCUTÉ »

« Une attitude comme celle-là n'est pas digne ! », poursuit-il. « Donner ce spectacle à la face du monde et des néerlandophones ce n'est pas bien ! »

Il est par contre « heureux de l'initiative d'Ecolo » sur l'éthique. Il le verra lundi pour discuter de ses 17 propositions. Mais il assure : « Le PS a tiré lui-même les leçons de ce qui s'est produit ! » Bref, il n'attend pas les mesures proposées par d'autres...

Sur le décumul, il assure : « À Mons, pour le moment, on n'en a pas encore discuté ». C'est inexact : sa propre fédération a appelé samedi soir à un décumul limité aux villes de plus de 25.000 habitants, soit 23 entités sur 262 que compte la Wallonie. Et selon nos informa-

tions, d'autres fédérations vont dans le même sens : 7 seraient opposées au décumul intégral, à des degrés divers. Lui-même promet de ne plus cumuler « après les prochaines élections », sans préciser lesquelles.

Il assure pourtant que c'est quand il l'a proposé au cdH qu'ils « se sont crispés, ont freiné des quatre fers et ils ont dit non ». En terminant : « Le spectacle donné par M. Lutgen est lamentable alors que des gens ont du mal à boucler leurs fins de mois ! » ●

CH. C.

Édito

Le plus gros défi : la confiance

Nul ne peut prédire comment la crise déclenchée par Benoît Lutgen atterrira. Ni si elle se révélera au final positive pour les habitants de Wallonie et de Bruxelles. Mais elle aura au moins eu une conséquence appréciable : celle que les présidents de partis se parlent. Et réapprennent à se connaître.

Car s'il est bien un constat aberrant désormais recoupé à suffisamment de sources pour l'affir-

mer, c'est que le chef de file du cdH aura mené son opération kamikaze en solitaire, entouré d'une petite poignée de proches de sa seule formation.

À aucun moment il n'aura pris langue avec ses homologues d'autres partis dans les jours qui précèdent, pour tâter le terrain, tester leurs réactions, leur permettre d'y réfléchir. Pourquoi ? Tout simplement parce que, depuis des années, les présidents des partis francophones n'ont

plus de vrais contacts au cours desquels ils pourraient discuter en toute confidentialité, avec la garantie absolue que rien n'en serait jamais éventé.

Le résultat, on l'a eu lundi sous les yeux : des adversaires scotchés par le raid en solitaire du cdH, profondément suspicieux sur ses intentions profondes, et qui se sont automatiquement mis en position de défense. À un an des communales et à

deux ans des régionales et des fédérales, il n'était pas question pour eux d'offrir aux démocrates-humanistes un leadership dont ils pourraient tirer profit.

On peut supposer que Benoît Lutgen l'a déjà compris : s'il veut réussir son opération, ce n'est pas l'éthique ou un autre dossier de fond qui constitue son plus gros défi. C'est de ramener la confiance. Et ce sera tout sauf simple. ●



Christian Carpentier
ÉDITORIALISTE